

UN LIBRARY

MAY 1 1979

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE SECURITE



COLLECTION

Distr.
GENERALE

S/13283

27 avril 1979

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

TELEGRAMME DATE DU 27 AVRIL 1979, ADRESSE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LE PRESIDENT DU COMITE SPECIAL CHARGE DE L'APPLICATION DE
LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES
COLONIAUX

Au nom du Comité spécial, j'ai l'honneur de vous informer qu'à sa 1145ème séance, tenue le 27 avril 1979 à Belgrade, le Comité spécial a adopté à l'unanimité le document final sur la décolonisation du Zimbabwe et de la Namibie.

Compte tenu du mandat confié au Comité spécial par l'Assemblée générale à cet égard et en raison de la réunion que le Comité du Conseil de sécurité doit consacrer à la question de la Rhodésie du Sud, je transmets ci-joint, à l'attention des membres du Conseil, la partie pertinente du document final.

Je vous serais obligé de bien vouloir en faire distribuer le texte le plus tôt possible comme document du Conseil de sécurité.

Pièce jointe

DOCUMENT FINAL SUR LA DECOLONISATION DU ZIMBABWE ET DE LA NAMIBIE

Adopté par le Comité spécial à Belgrade, à sa 1145ème séance, le
27 avril 1979

Paragraphes 1 à 12...

"I. Rhodésie du Sud

13. Au Zimbabwe, le régime minoritaire raciste illégal a encore intensifié ses pratiques inhumaines d'oppression, de terreur et d'intimidation contre le peuple. Dans un effort désespéré pour maintenir sa domination sur le Territoire et pour arrêter la vague de libération, le régime illégal a recouru à des mesures encore plus impitoyables, telles que ses actes répétés d'agression massive contre les Etats africains voisins, au cours desquels des civils non armés ont été massacrés, et ses tentatives pour tromper l'opinion mondiale en imposant le prétendu règlement interne.

14. Compte tenu de ce qui précède, le Comité spécial

a) Réaffirme le droit inaliénable du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination à la liberté et à l'indépendance ainsi que la légitimité de la lutte qu'il mène pour obtenir par tous les moyens dont il dispose la jouissance de ce droit, tel qu'il est énoncé dans la Charte des Nations Unies et conformément aux objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

b) Réaffirme le principe selon lequel l'indépendance ne devrait pas être proclamée au Zimbabwe avant l'établissement du gouvernement par la majorité et tout règlement relatif à l'avenir du Territoire doit être mis au point avec la pleine participation du Front patriotique conformément aux véritables aspirations du peuple du Zimbabwe;

c) Condamne énergiquement la guerre de répression qui se poursuit et les mesures d'oppression intensifiées prises contre le peuple du Zimbabwe par le régime minoritaire raciste illégal, ainsi que les actes d'agression répétés que ce régime commet contre l'Angola, le Botswana, le Mozambique et la Zambie;

d) Condamne énergiquement l'Afrique du Sud ainsi que certaines puissances occidentales et d'autres pays pour l'appui direct et indirect qu'ils continuent d'apporter au régime minoritaire raciste illégal en violation des dispositions de toutes les résolutions et décisions pertinentes des Nations Unies;

e) Demande au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de prendre, en exécution de la responsabilité principale qui lui incombe en tant que Puissance administrante, toutes les mesures efficaces nécessaires pour permettre au peuple du Zimbabwe d'accéder à l'indépendance conformément à ses aspirations

/...

profondes, de s'abstenir de favoriser ou d'encourager toutes mesures qui pourraient freiner ce processus et de n'accorder en aucun cas au régime illégal aucun des pouvoirs ou attributs de la souveraineté;

f) Condamne et rejette le prétendu règlement interne intervenu à Salisbury le 3 mars 1978 comme étant nul et non avenue et, conformément à la résolution 423 (1978) du Conseil de sécurité en date du 14 mars 1978, demande à tous les Etats de ne pas reconnaître ce règlement;

g) Dénonce énergiquement toutes les autres manoeuvres auxquelles le régime minoritaire raciste illégal a recours pour conserver le pouvoir;

h) En particulier, condamne et rejette énergiquement la constitution illégale élaborée conformément au prétendu règlement interne du fait qu'elle perpétue le régime minoritaire raciste actuel;

i) Rejette catégoriquement les prétendues élections organisées en vertu de cette constitution illégale parce qu'elles ne conduisent pas au gouvernement par la majorité;

j) Rappelant la résolution 445 (1979) du Conseil de sécurité en date du 8 mars 1979, demande à tous les Etats de ne pas reconnaître sous quelque forme que ce soit le prétendu gouvernement de la majorité qui pourrait être constitué à la suite du simulacre d'élections;

k) Soutient fermement le peuple du Zimbabwe, sous la direction du Front patriotique, dans la lutte légitime qu'il mène pour exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance par tous les moyens dont il dispose et demande à tous les Etats de lui prêter le plus large appui possible à cet égard;

l) Demande instamment à tous les Etats : de faire pression par tous les moyens pour obtenir qu'il soit mis fin immédiatement à tous les actes de répression perpétrés par le régime minoritaire raciste illégal contre le peuple du Zimbabwe; pour obtenir la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers et détenus politiques, l'annulation de toutes les mesures restrictives imposées à des personnes ainsi que l'abrogation de toutes autres restrictions apportées à l'activité politique, l'établissement de la pleine liberté démocratique et de l'égalité des droits politiques et le rétablissement des droits de l'homme fondamentaux de la population; et de faire en sorte que cessent immédiatement tous actes d'agression et tous préparatifs à cette fin contre des Etats voisins;

m) Condamne énergiquement les Etats qui permettent ou encouragent sur leur territoire le recrutement, l'entraînement et le transit de mercenaires pour la Rhodésie du Sud et toutes facilités y relatives; et leur demande de prendre toutes les mesures efficaces nécessaires pour empêcher la publicité en vue du recrutement de mercenaires pour la Rhodésie du Sud ainsi que le recrutement, l'entraînement et le transit desdits mercenaires;

n) Demande à tous les Etats d'accorder immédiatement une assistance matérielle importante aux Gouvernements de l'Angola, du Botswana, du Mozambique et de la Zambie pour leur permettre de renforcer leur capacité de défense afin de protéger efficacement leur souveraineté et leur intégrité territoriale.

15. En outre, le Comité spécial condamne vigoureusement la collaboration accrue que certains Etats, en particulier l'Afrique du Sud, maintiennent avec le régime minoritaire raciste illégal, en violation du paragraphe 5 de l'Article 2 et de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies ainsi que des décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, faisant ainsi gravement obstacle à l'application effective des sanctions et d'autres mesures prises jusqu'ici contre le régime illégal. Le Comité spécial, profondément troublé par les nombreuses violations des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies, estime que la gravité de l'évolution de la situation dans la région appelle en particulier une action internationale concertée urgente visant à isoler totalement le régime illégal. A cet égard, le Comité spécial est profondément préoccupé par le fait que les mesures approuvées par le Conseil de sécurité n'ont pas réussi jusqu'ici à provoquer la chute du régime illégal et il est convaincu que les sanctions ne peuvent amener l'effondrement du régime que si elles sont globales, obligatoires et strictement contrôlées et que si des mesures sont prises contre des Etats qui ne les respectent pas.

16. En conséquence, le Comité spécial :

a) Condamne énergiquement les gouvernements, en particulier le Gouvernement sud-africain, qui, en violation des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et au mépris flagrant des obligations expresses qui leur incombent en vertu du paragraphe 5 de l'Article 2 et de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, continuent à collaborer avec le régime minoritaire raciste illégal, et prie instamment ces gouvernements de cesser immédiatement toute forme de collaboration;

b) Condamne également les gouvernements qui violent les sanctions obligatoires imposées par le Conseil de sécurité, ainsi que certains gouvernements qui continuent à ne pas les appliquer, au mépris des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 5 de l'Article 2 et de l'Article 25 de la Charte;

c) Exprime sa profonde préoccupation et son indignation devant les propositions avancées actuellement aux Etats-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni en vue de lever les sanctions contre le régime de Smith en violation des décisions du Conseil de sécurité, et appelle l'attention du gouvernement de ces pays sur leur responsabilité et l'obligation qu'ils ont contractée de se conformer scrupuleusement aux décisions du Conseil de sécurité;

d) Demande à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait :

1. De prendre des mesures rigoureuses visant à amener tous les particuliers, les associations et les personnes morales relevant de leur juridiction à se conformer strictement aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité et à leur interdire toute forme de collaboration avec le régime illégal;

2. De prendre des mesures efficaces pour empêcher et décourager l'émigration en Rhodésie du Sud (Zimbabwe) de tous particuliers ou groupes de particuliers relevant de leur juridiction;

3. De mettre fin à toute action susceptible de conférer un semblant de légitimité au régime illégal, notamment en interdisant le fonctionnement et les activités d'"Air Rhodesia", du Conseil national du tourisme rhodésien et du Bureau d'information rhodésien ou toutes autres activités contraires aux buts et objectifs des sanctions;

4. D'invalider les passeports et autres documents de voyage permettant de se rendre dans le Territoire;

5. De prendre toutes mesures efficaces à l'encontre des sociétés et organismes internationaux qui fournissent du pétrole et des produits pétroliers au régime illégal en Rhodésie du Sud;

e) Prie tous les Etats de fournir, aux Gouvernements de l'Angola, du Botswana, du Mozambique et de la Zambie, directement ou dans le cadre des institutions spécialisées et d'autres organismes du système des Nations Unies dont ils sont membres et par l'intermédiaire des divers programmes du système des Nations Unies, toutes formes d'assistance financière, technique et matérielle, afin de permettre à ces gouvernements de surmonter les difficultés économiques occasionnées par l'application des sanctions économiques à l'encontre du régime illégal et de compenser les graves pertes économiques et les destructions de biens dont ils sont victimes du fait des actes d'agression commis par ce régime.

17. En outre, le Comité spécial prie instamment tous les Etats de fournir directement et par leur action au sein des institutions spécialisées et d'autres organismes et organes du système des Nations Unies dont ils sont membres, ainsi que des organisations gouvernementales et non gouvernementales intéressées et en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, selon qu'il conviendra, toute l'aide morale, financière, matérielle, politique et humanitaire possible :

a) Aux réfugiés du Zimbabwe au Mozambique, en Zambie, au Botswana et dans d'autres pays africains;

b) Au mouvement de libération nationale du Zimbabwe, le Front patriotique, afin de lui permettre de faire face efficacement aux besoins économiques et sociaux de la population vivant dans les régions libérées du Zimbabwe. A ce propos, le Comité spécial souligne qu'il est urgent et nécessaire que les institutions spécialisées et les autres organismes intéressés, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, donnent ou continuent de donner la priorité à la fourniture d'une aide financière importante afin de permettre au mouvement de libération nationale de préparer et d'organiser efficacement des projets de développement au profit des populations intéressées et prie ces organismes de prendre des mesures immédiates à cet égard en étroite consultation avec l'Organisation de l'unité africaine.

18. En outre, le Comité spécial :

a) Juge indispensable d'élargir la portée des sanctions contre le régime illégal de façon à inclure toutes les mesures prévues à l'Article 41 de la Charte et demande à nouveau au Conseil de sécurité d'envisager de prendre d'urgence les mesures nécessaires à cet égard;

b) Se félicite de la décision du Gouvernement iranien d'imposer un embargo sur le pétrole à destination de l'Afrique du Sud;

c) Prie le Conseil de sécurité d'envisager d'urgence d'imposer des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud qui est le principal instrument et intermédiaire de la violation des sanctions du Conseil de sécurité contre la Rhodésie du Sud et, à titre de première mesure dans cette direction, d'imposer un embargo obligatoire sur le pétrole et les produits pétroliers à destination de l'Afrique du Sud. étant donné que le pétrole et les produits pétroliers sont acheminés d'Afrique du Sud en Rhodésie du Sud."